

Traiter le populisme à la racine ? Un pari loin d'être gagné

► A suivre Emmanuel Macron, il ne suffit plus de diaboliser les populismes, mais de traiter leurs causes à la racine.
► Les mots sont là, mais les actes se font attendre en France comme en Belgique, estiment les experts que nous avons consultés.

Ne pas se contenter de l'anathème, de la diabolisation mais s'attaquer aux racines du populisme. C'est la voie qu'aurait montrée Emmanuel Macron à l'occasion de son discours de la place du Carrousel, le 7 mai dernier. Le président français fraîchement élu s'est alors exclamé : « *Et je veux enfin avoir un mot pour ceux qui ont voté aujourd'hui pour Madame Le Pen. Ne les sifflez pas, ils ont exprimé aujourd'hui une colère, un désarroi, parfois des convictions. Je les respecte. Mais je ferai tout, durant les cinq années qui viennent, pour qu'ils n'aient aucune raison de voter pour les extrêmes.* » Emmanuel Macron a ensuite ébauché plusieurs solutions : « *construire les nouvelles protections de ce monde qui nous entoure* », « *donner une place à chacun* », « *assurer la sécurité de tous* »...

Questions : ces mots n'avaient-ils d'autre but que mettre un peu de baume sur la plaie de ses adversaires vaincus ? Ou ont-ils traduit une nouvelle prise de conscience ? La conscience que l'extrême droite et le populisme qui la dope ne sont pas des maux absolus, mais des maladies de la démocratie dont il convient de diagnostiquer les causes pour mieux les soigner. Et si nouvelle conscience il y a, n'est-elle le fait que de quelques acteurs isolés ? Ou percole-t-elle progressivement dans l'ensemble de la classe politique traditionnelle ? Française, belge et européenne ?

1 Quelle prise de conscience ? Pour le chercheur Benjamin Biard (ULB), il existe bien une nouvelle approche du populisme, ne fût-ce que « *parce que les partis qui en font commerce – à gauche comme à droite – menacent les partis traditionnels* ». Cette prise de conscience est d'abord contrainte et forcée.

« *Une double logique est à l'œuvre : celle du rejet, de l'incitation à se dresser contre l'hydre populiste. Mais apparaît aussi une démarche qui va au-delà du jugement de valeur* », estime pour sa part Pascal Delwit. A titre d'exemple, le politologue de l'ULB cite le commissaire européen Pierre Moscovici qui veut construire « *une meilleure Europe* » pour combattre le « *populisme* » et « *lutter pied à pied contre les mensonges du FN* » en ce qui concerne l'UE.

Pour Jean Faniel, le directeur général du Crisp, parler d'une prise de conscience « *c'est peut-être beaucoup dire* ». D'une part, l'anathème est toujours de mise « *même si les partis se gardent de stigmatiser les électeurs des formations populistes* ». Les partis traditionnels s'interrogent toutefois progressivement sur ce que le « *vote populiste révèle du fonctionnement de la démocratie à travers ses causes sociales et culturelles* ».

2 Quel impact sur les partis traditionnels ? Quels effets ces réflexions ont-elles sur l'action des partis ? « *Il y a dans certaines formations politiques traditionnelles une volonté de se restructurer pour répondre frontalement aux populismes de droite mais aussi de gauche* », analyse Emmanuel Biard. « *Si Benoît Lutgen diabolise le PTB en affirmant qu'il ne gouvernera jamais avec lui, on observe aussi que le CDH cherche parallèlement à sortir du clivage gauche/droite basé sur l'approche économique* ». Un nouveau clivage s'impose aux politiques, celui qui oppose ethnocentrisme et cosmopolitisme. « *Surtout en Flandre* ».

Pascal Delwit comme Jean Faniel jugent l'impact de cette prise de conscience somme toute « *limitée* ». Pour le premier, « *on est encore trop peu dans la phase de la concrétisation – de l'approche qui consiste à remédier aux causes des populismes – dans les politiques publiques* ». Pour le second, « *des tendances différentes sont à l'œuvre dans les partis* ». Elles dépendent en partie des hommes. Ou des générations. « *Il y a un fossé au Parti socialiste entre un André Gilles – désormais exclu du PS – qui ne comprend pas ce qu'on lui veut et un Patrick Prévot* » en pointe dans la commission d'enquête parlementaire Publi-fin. « *Idem au Mouvement réformateur où Georges-Henri Bouchez semble avoir compris que des changements sont en cours là où Denis Ducarme demande un cordon sanitaire autour du PTB* ».

3 Quelles initiatives concrètes ? Des initiatives existent ici et là pour traiter le populisme à la racine. Mais, précise en préambule Pascal Delwit, le cadre budgétaire européen est un obstacle majeur : une « *quadrature du cercle* ». En résumé, « *comment lancer des politiques publiques susceptibles de rassurer les électeurs des partis populistes si la vis européenne est en permanence serrée ?* »

En la matière, Jean Faniel relève toutefois plusieurs signaux positifs : la résolution du Parlement bruxellois appelant à la révision des règles européennes en matière d'investissements publics, la volonté de Paul Magnette de faire évoluer la construction européenne « *pour en assurer la survie et l'amener au-delà du constat actuel* », la prise de conscience du CDH que le Ceta première mouture – le traité de libre-échange entre l'UE et le

Canada – menaçait le monde agricole wallon, etc.

Pascal Delwit estime que le « *groupe socialiste au Parlement européen propose*

des choses intéressantes ». « *Mais au bout du compte, les réflexions sur la manière de traiter le populisme à la base sont le plus souvent l'objet de discussions en chambre, limitées à la communauté scientifique* ».

Au sein des partis belges, on réfléchit aussi. Avec quels résultats concrets ? La récolte est plutôt maigre, si l'on en croit nos interlocuteurs. Emmanuel Biard cite le « *Demain plus humain* » de Joëlle Milquet qui a lancé une réflexion parmi les chercheurs et les acteurs de terrain sur la question du populisme. Jean Faniel juge que le « *renouvellement de la démocratie est aujourd'hui mis davantage en avant mais que sa mise en application concrète se fait toujours attendre* ». Et de citer en exemple l'idée d'une circonscription électorale à l'échelon fédéral toujours en rade.

4 Emmanuel Macron est-il nécessairement dans le bon ?

Retour à l'expéditeur. Au fait, ce que propose Emmanuel Macron en matière de traitement de fond du populisme est-il nécessairement louable ? Pas pour tout le monde. La politologue française Renée Fregosi estime ainsi que les propositions

du nouveau président se résument au « *dégagisme, à la moralisation, au puritanisme* ». « *Entouré d'énarques* », Emmanuel Macron serait surtout dans une phase de « *ré-oligarchisation* » de la société française. « *Tout cela renforce un certain populisme, celui qui affirme par exemple que les jeunes, c'est mieux que les vieux* ». Or, clame Renée Fregosi (qui rappelle au passage ses relations difficiles avec sa famille socialiste), « *pour lutter contre le populisme, il faut d'abord satisfaire les classes populaires. Les arracher au sentiment de déclassement qui va de pair avec le sentiment d'insécurité culturelle généré par l'immigration, l'échec de l'intégration, la grande perméabilité des musulmans par rapport à l'offensive islamiste* ».

On laissera le mot de la fin au spécialiste de l'extrême droite qu'est Jean-Yves Camus. A entendre le chercheur de la Fondation Jean Jaurès (un think tank proche du Parti socialiste), donner corps à la volonté du président Macron de s'attaquer aux causes du populisme est loin d'être gagné. « *Les Républicains comme le Parti socialiste n'ont pas l'air d'avoir intégré ce que représente le Front national* », analyse Jean-Yves Camus. La

preuve en est que la « *mobilisation contre le FN s'est révélée plus faible en 2017 qu'en 2002* ». « *A gauche, on continue à croire que le FN est un surgenon du fascisme – ce qu'il n'est pas en réalité – c'est-à-dire un mouvement protestataire qui s'en ira quand la situation socio-économique se sera améliorée* ». « *Or si Emmanuel Macron parvient à redresser économiquement la France, à apaiser les esprits face à l'immigration, il lui restera à régler la question de l'insécurité culturelle* ». Ce « *on ne se sent plus chez soi propre à la société globalisée* ». ■

PASCAL MARTIN

le concept « Une définition très large qui exclut tout conflit »

Il y a un paradoxe dans le mot populisme, qui rend les analyses et les définitions difficiles, observe Richard Miller (MR). Ce paradoxe vient du fait que le mot est fondé sur le mot peuple qui a toujours été considéré de deux façons : c'est à la fois le peuple fondateur de la légitimité démocratique et, en même temps, l'objet d'une méfiance, voire d'une défiance s'agissant du peuple réel. Mais si, en utilisant la notion de "populisme", on tend à rejeter les avis qui viennent du peuple réel, on commet une erreur. »

Le populisme serait ainsi une tentative de « réduire la nature des enjeux à des choix binaires » (Olivier Maingain, Défi), en prétendant « défendre les intérêts du peuple comme étant une entité homogène, à l'essentialiser, afin de mettre en place un projet politique qui repose sur un pouvoir fort et remet en cause les institutions démocratiques et les libertés publiques » (Ahmed Laaouej, PS). « C'est aussi proposer des solutions extrêmement simples à des problèmes écono-

miques et sociaux qui nécessitent des réponses complexes », ajoute Gilles Vanden Burre (Ecolo).

Le populisme est affublé de tous les maux par les partis démocratiques. Mais qu'en pensent ceux qui héritent de ce « valet noir » du débat public ? « Très souvent, les partis établis ont tendance à taxer de "populisme" les nouveaux entrants et ceux qui remettent en cause l'ordre établi, insiste Mischaël Modrikamen (PP). Il est synonyme chez eux de solution de facilité. Mais le populisme est un étendard de ralliement des mouvements de rupture dont nous nous revendiquons. Nous prétendons incarner des revendications et des sentiments du peuple, avec l'idée que certaines élites sont déconnectées. »

De gauche ou de droite ?

« Le problème, estime pour sa part Germain Mugemangango (PTB), c'est que certains politiciens prônent une définition très large du populisme qui exclut tout conflit. Dès lors que l'on sort

du carcan des partis traditionnels, on est taxé de "populisme". Cela empêche une analyse précise des courants politiques. Cela jette le flou au lieu d'éclairer le débat public. » Le porte-parole du parti de la gauche radicale avance néanmoins quelques traits pour définir le courant populiste : attaque des acquis sociaux, refus des corps intermédiaires de l'Etat (syndicats, mutuelles) pour « traiter directement » avec la société civile, simplisme... « Nous n'avons jamais été un parti "populiste", insiste-t-il. Nous

sommes un parti "populaire". » La plupart des partis politiques prétendent avoir conservé la même définition de ce concept, malgré l'évolution du paysage démocratique. « Il y a deux grands courants populistes, estime Richard Miller. Le premier est protestataire, une espèce d'exutoire au mal-être social. Il est plutôt situé à gauche. Le second, le populisme d'identité, est ancré à droite. Il est

conservateur, en réaction face aux progrès de la société. Il se fonde sur le rejet de l'autre. » Le député libéral voit dans l'affaiblissement de la social-démocratie la cause du renforcement du courant protestataire. Une tendance encore renforcée par « la spectaculisation du débat

politique ».

Les médias ne seraient toutefois pas les seuls responsables de ce retour en force. « Depuis quinze ou vingt ans, c'est le contexte dans lequel nous évoluons qui a changé, avec la mondialisation et l'effacement des lieux de décision », constate François Desquesnes. « Le populisme se nourrit de l'incapacité à prendre des décisions en certaines circonstances », insiste Olivier Maingain. L'entrelacement des niveaux de pouvoir et des compétences paralyse alors l'action publique. « Il faut redéfinir l'équilibre entre cette complexité et la responsabilité. » ■

PASCAL LORENT

les réponses « Il se combat sur le terrain des idées »

Quelle(s) réponses apporter au populisme? Vaste question. Mais une chose paraît acquise: celles

d'hier paraissent aujourd'hui dépassées. « Il y a dix ou quinze ans, la condamnation morale d'un discours populisme axé sur le racisme, suffisait, observe Gilles Vanden Burre (Ecolo). Mais il s'est désormais étendu aux questions socio-économiques et il faut proposer des alternatives concrètes qui ouvrent un horizon politique à nos concitoyens. » « Il faut être capable d'entendre le peuple même quand il s'exprime de manière simpliste, insiste Richard Miller. Et lui apporter des réponses pour faire face aux enjeux avec ouverture », complète-t-il en signalant la nécessité d'actualiser les programmes politiques.

« Il ne faut pas jouer sur les peurs et les fantasmes des gens, insiste Ahmed Laaouej (PS). Ce qui n'empêche pas une critique forte du système dominant et du capitalisme financier, mais en apportant des solutions en phase avec la réalité. »

Le salut face au(x) populisme(s) viendrait donc du débat d'idées? « Aller au front avec un argumentaire est un premier élément, confirme le député François Desquesnes (CDH). Il ne faut plus refuser le débat, sans pour autant verser dans les simplismes, et être capable de dire ce que nous ne voulons pas,

comme lors du débat sur le Ceta. » « Il faut débattre et sans cesse

faire comprendre la complexité de la politique, de la société, des solutions », plaide son homologue libéral.

La plupart des partis insistent par ailleurs sur la nécessité de faire preuve de pédagogie à l'égard des citoyens. « Il faut pouvoir insister sur les solutions qui sortent de celles, classiques, adoptées par les partis traditionnels et qui n'ont pas diminué la précarité et les problèmes environnementaux », surenchérit Gilles Vanden Burre. Avec, en miroir,

le propos de Michaël Modrikamen (PP) qui dénonce « l'europhobie béat, le discours climatique et antisocialiste ».

Le citoyen comme acteur

Ce n'est toutefois pas suffisant. Ainsi, à l'instar d'Ecolo, Défi

entend « remettre le citoyen au cœur du processus démocratique ». Olivier Maindard estime d'ailleurs que certains courants protestataires en Europe portent une demande en ce sens. « Il faut don-

ner une participation aux citoyens, tout en requalifiant les niveaux de pouvoir et de décision. Car l'Europe, dans sa complexité actuelle, ne permet plus au citoyen de comprendre qui détient le pouvoir de décision. » Une solution qui passe à ses yeux par le fédéralisme.

Impliquer le citoyen,

c'est également l'option mise en avant par le PTB. Qui estime, en cela aussi, se distinguer des populistes. « Trump et consorts utilisent le dégoût des gens, un dégoût que l'on peut comprendre, pour les éloigner encore plus de la politique, constate Germain Mugemangango.

Nous, nous voulons nous appuyer sur ce dégoût et ce rejet des partis traditionnels pour conscientiser les gens, les politiser et en faire des acteurs de la démocratie. Et démontrer qu'une autre société est possible, alors que l'hégémonie des idées de droite tend à s'effriter. »

Expliquer, convaincre, offrir des alternatives... les politiques peuvent-ils être audibles auprès des citoyens séduits par les sirènes de la démagogie? « Cela suppose beaucoup d'efforts, de pédagogie, de persuasion, recon-

naît Ahmed Laaouej. C'est le rôle du militantisme. Et cela dépend de notre capacité à nous déployer dans la société. Il faut retenir les leçons de l'Histoire: le populisme se combat sur le terrain des idées et des projets politiques. » Et Richard Miller de conclure: « Face aux simplismes du discours populiste, nous avons

également besoin d'un journalisme d'explication, à côté de celui d'investigation, qui aborde la complexité de la société. » ■

P. La.